

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 16 décembre 2024

Le Service économique régional d'Abuja et le Service économique d'Accra ne publieront pas de brèves la semaine prochaine. Vous recevrez donc notre prochaine édition dans votre boîte mail l'année prochaine, le lundi 6 janvier 2025. Nous vous souhaitons d'excellentes fêtes de fin d'année, en France ou à l'étranger !

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

9 mois

C'est l'équivalent en mois d'importations pour le Nigéria des réserves actuellement détenues par la Banque centrale du Nigéria (42,0 Md USD), d'après son gouverneur Olayemi Cardoso.

Nigéria :

Le Président Tinubu présente son projet de budget 2025 au Parlement ; Shell lance le projet Bonga North pour renforcer sa production *offshore* au Nigéria.

Ghana :

Le FMI ouvert à l'idée d'un ajustement de la méthode de son programme avec le nouveau président élu, sans toutefois en modifier les objectifs ; Après des élections réussies, les équipes de transition gouvernementale déjà au travail.

Nigeria

Le Président Tinubu présente son projet de budget 2025 au Parlement

[Bola Tinubu a présenté son projet de budget 2025 au Parlement le 18 décembre.](#) Le « Budget de la réparation : assurer la paix, reconstruire la prospérité » porte l'ambition présidentielle de stabiliser l'économie, d'améliorer les conditions de vie et de repositionner le Nigéria vers plus de compétitivité.

Le Président Tinubu a tout d'abord admis que le chemin des réformes était difficile, a reconnu les sacrifices réalisés par les Nigériens et a loué leur résilience, tout en promettant que les efforts ne seront pas vains.

Bola Tinubu a ensuite rappelé certains effets positifs des réformes d'ores et déjà visibles. Le Nigéria a connu une croissance de 3,5 % au troisième trimestre 2024 (en glissement annuel), contre 2,5 % au troisième trimestre 2023. Les réserves extérieures représentent désormais 42,0 Md USD, contre 35,1 Md USD lors de sa prise de fonction. Le budget 2024 est en bonne voie d'exécution, avec respectivement 75 % et 85 % de recettes et dépenses publiques réalisées.

Le Président Tinubu veut donc inscrire donc le budget 2025 dans la continuité des mesures économiques jusqu'à présent engagées.

« Le budget 2025 vise à stimuler le développement du capital humain, augmenter le volume des échanges et des investissements, soutenir la production de pétrole et de gaz, faire redémarrer notre secteur manufacturier et, en fin de compte, accroître la compétitivité de notre économie. »

Bola Tinubu, Président de la République fédérale du Nigéria

Reprenant [les chiffres du Cadre de dépenses à moyen terme et du Document de stratégie budgétaire \(MTEF-FSP\) 2025-2027 approuvés le 3 décembre dernier par le Parlement](#), le projet de budget 2025 prévoit 34 820 Md NGN (22,6 Md USD) de recettes publiques, soit +37 % en NGN par rapport au budget rectifié de 2024 – l'inflation en glissement annuel était de 33,9 % en novembre. En 2025, les dépenses publiques devraient s'élever à 47 900 Md NGN (31,1 Md USD), dont 15 810 Md NGN (10,3 Md USD) alloués au service de la dette – soit 45,4 % des recettes publiques. Le déficit public serait ainsi de 13 080 Md NGN (8,5 Md USD), soit 3,9 % du PIB.

Le projet de budget prend pour hypothèses une baisse de l'inflation à 15 % l'année prochaine (contre des prévisions de 23,5 % et 25,0 % en moyenne pour la Banque mondiale et le FMI respectivement), un taux de change de 1 500 NGN pour 1 USD (contre 1 539 NGN

actuellement) et une production pétrolière de 2,0 mbpj (contre 1,5 mbpj en décembre selon la Commission de régulation du secteur pétrolier *upstream* nigérian – NUPRC).

Le président a en outre précisé quelques principaux postes de dépense : la défense et la sécurité (4 910 Md NGN ; 3,2 Md USD), les infrastructures (4 060 Md NGN ; 2,6 Md USD), l'éducation (3 520 Md NGN ; 2,3 Md USD) et la santé (2 480 Md NGN ; 1,6 Md USD).

Shell lance le projet Bonga North pour renforcer sa production *offshore* au Nigéria

[Shell Nigeria Exploration and Production Company Limited \(SNEPCo\), filiale de Shell plc, a annoncé sa décision finale d'investissement \(FID\) pour le projet Bonga North, un développement *offshore* en eaux profondes situé au large des côtes nigérianes.](#)

Le projet Bonga North sera raccordé par un système sous-marin à la plateforme flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) Bonga, opérée par Shell avec une participation de 55 %. Ce développement prévoit le forage et la mise en service de 16 puits (8 puits de production et 8 puits d'injection d'eau), des modifications sur la FPSO existante, ainsi que l'installation de nouveaux équipements sous-marins.

Le champ Bonga, situé dans le bloc OML 118 à plus de 1 000 mètres de profondeur, a produit son premier baril en 2005 et franchi le cap du milliard de barils en 2023. Avec des réserves récupérables estimées à plus de 300 millions de barils équivalents pétrole (boe), Bonga North devrait atteindre une production maximale de 110 000 barils par jour d'ici la fin de la décennie.

SNEPCo opère le champ Bonga en partenariat avec Esso Exploration and Production Nigeria Ltd. (20 %), Nigerian Agip Exploration Ltd. (12,5 %), et TotalEnergies Exploration and Production Nigeria Ltd. (12,5 %), sous la supervision de la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC).

Ghana

Le FMI ouvert à l'idée d'un ajustement de la méthode de son programme avec le nouveau président élu, sans toutefois en modifier les objectifs

Depuis 2023, le FMI intervient pour soutenir le Ghana au travers d'un programme de Facilité élargie de crédit de 3 Md USD sur trois ans, sous conditions de mesures de rétablissement des comptes publics,

de désendettement et de réformes structurelles. Les trois premières revues du programme ont permis de constater que le Ghana s'était engagé avec sérieux dans ces directions. Le FMI a indiqué cet automne que les résultats obtenus par le Ghana sont jugés globalement satisfaisants, en dépit de réformes structurelles largement à parfaire dans le secteur de l'énergie et du cacao.

[Le FMI a indiqué qu'il était prêt à ajuster ce programme](#) pour tenir compte des nouvelles priorités de la majorité issue du scrutin du 7 décembre dernier. Le Président élu John Mahama a en effet déclaré qu'il avait l'intention de renégocier le plan du FMI pour faciliter le remboursement des prêts restructurés et réduire la pression fiscale sur les entreprises. Il s'est également engagé à donner la priorité à la stabilité plutôt qu'à la croissance économique après son entrée en fonction le 7 janvier 2025.

Si le FMI demeure ouvert à la discussion déjà engagée avec l'équipe de transition du président élu, il précise toutefois que tout changement devra continuer à garantir l'atteinte des objectifs économiques du programme de réformes.

Après des élections réussies, les équipes de transition gouvernementale déjà au travail

[Une équipe conjointe de transition composée de représentants du gouvernement sortant et entrant a été mise en place le mercredi 11 décembre.](#) L'équipe de transition est chargée d'assurer un transfert de pouvoir fluide et collaboratif avant que le nouveau gouvernement ne prête serment le 7 janvier 2025.

Le Président sortant Akufo-Addo a réitéré l'importance d'adhérer à la loi de transition pour préserver la réputation démocratique du Ghana.

« Il est impératif que nous continuions à consolider cette réputation durement gagnée en adhérant strictement aux dispositions de la loi de transition. Nous envoyons un message puissant au monde : la démocratie prospère au Ghana, même dans les moments difficiles. »

Nana Akufo-Addo, Président du Ghana

Le Président élu John Mahama a salué cette transition et indiqué, au regard de l'expérience de son précédent mandat, qu'il veillerait à mettre en place son nouveau gouvernement dans des délais rapides pour agir au plus vite et engager les premières réformes sur la base de [son programme présidentiel](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr